

TÉMOIGNAGES.

CHAMBRE DES COMMUNES,

SALLE DE COMITÉ N° 301,

VENDREDI, 25 février 1916.

Le comité permanent des Comptes publics s'est réuni à 11 a.m. Le président, M. Middlebro, était au fauteuil.

Le PRÉSIDENT: A propos de la motion de M. Kyte, demandant que MM. John L. Nelson, Walter Walker, W. H. Price, Joshua Kingham et A. M. Kirk, tous de Victoria, C.-B., soient sommés de comparaître et de rendre témoignage au sujet d'un paiement fait à *Kirk & Co.*, pour du charbon utilisé dans les dragages de la Colombie-Britannique, je tiens à dire que nous devons nous entendre, M. Kyte et moi, au sujet de la date de la comparution. Une fois cette motion adoptée, je me suis assuré du fait qu'une enquête avait eu lieu concernant cet item, lequel est, je crois, d'environ \$4,000, et que le commissaire avait donné un compte rendu de l'enquête, tenue à Victoria, à laquelle seize témoins avaient comparu. Le rapport est maintenant au dossier, à Ottawa. Je n'aimais pas à prendre sur moi la responsabilité d'ordonner à cinq témoins de comparaître ici. Le greffier me dit qu'il en coûtera environ \$300 pour faire venir un témoin et je ne voulais pas encourir une telle dépense au sujet d'un petit item. M. Kyte et moi, nous sommes d'accord pour laisser la chose à la discrétion du comité.

L'hon. M. REID: Je ne m'oppose pas du tout à ce que les témoins viennent si le comité le désire. Je ne soulève aucune objection, mais, au sujet de cet item, je puis dire que le sous-ministre des travaux publics est venu me voir, un jour lorsque je remplaçais le ministre de ce département, et m'a montré une lettre de l'auditeur général d'après laquelle il y avait eu des irrégularités dans l'achat du charbon, en Colombie-Britannique. Si j'ai bonne mémoire, je n'ai regardé aucun des documents. Il s'agissait d'un montant de trois ou quatre mille piastres. Le sous-ministre m'a demandé ce qu'il devait faire. Si je ne me trompe, j'ai écrit en travers du dossier: "Il faut faire enquête immédiatement sur cette affaire." Les lettres de l'auditeur général indiquent, je crois, que je jugeais nécessaire de faire enquête immédiatement. M. Rogers était dans l'Ouest. Je décidai qu'il serait préférable de nommer quelqu'un d'en dehors du ministère pour faire enquête sur cette affaire et, à ma suggestion, le conseil nomma M. H. P. Hill, d'Ottawa. M. Hill se rendit en Colombie-Britannique et il me dit—je l'ai d'ailleurs vu dans quelques journaux—qu'il avait tenu une enquête publique, qu'il y avait eu des avocats des deux côtés, que les parties intéressées avaient des sollicitateurs pour les représenter et que l'enquête avait été très complète. Les journaux en avaient donné des comptes rendus quotidiens et en autant que j'en puis juger, tout ce qu'on pouvait mettre sur le tapis avait été étudié. Il est revenu ici et a fait son rapport.

M. CARVELL: Vers quel temps l'enquête a-t-elle été tenue à Victoria?

L'hon. M. REID: La lettre de l'auditeur général m'est venue—M. Hill, quand êtes-vous parti?

M. H. P. HILL: Je suis parti le 18 novembre.

L'hon. M. REID: M. Hill est parti le 18 novembre. C'est probablement une semaine avant cela que M. Hunter avait produit la lettre de l'auditeur général. Je crois que c'est une semaine ou une dizaine de jours avant que j'aie obtenu l'arrêté en conseil. Il ne s'est pas écoulé plus de temps que cela entre le moment où le sous-ministre m'a transmis le dossier et le départ de M. Hill pour l'Ouest, et je ne pense pas que la lettre de l'auditeur général ait été entre les mains de M. Hunter plus de trois ou quatre jours.